



**Déclaration de l'UNSA-Education lors du
CTSD du 02 février 2016.**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie - Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale,

Mesdames, Messieurs,

Avec une augmentation de 74 élèves, la dotation de 5 postes dans le 1er degré est plutôt rassurante, même si elle ne suffit pas à abonder tous les besoins de notre département.

Cependant, l'UNSA-Education, attachée à la qualité de l'offre éducative en milieu rural, constate que celle-ci a été prise en compte par M le recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Si la moyenne d'élèves par classe dans notre département qui est de 21,5 par classe peut sembler favorable, l'émiettement territorial, la baisse démographique dans l'est du département, et la désertification de certains villages, notamment en montagne, provoquent encore des tensions et des frustrations.

De fait, là où des efforts importants devraient encore être menés, ils ne peuvent aboutir qu'à des projets menés avec une certaine parcimonie.

Par exemple, les deux postes de TR-fc créés, s'ils vont dans le bon sens concernant une meilleure offre de formation continue, ne suffiront pas à améliorer sensiblement celle-ci et, comme se pose toujours le problème du nombre insuffisant de remplaçants, il arrivera encore que des collègues ne puissent partir en stage du fait des priorités dues au service.

Nous sommes conscients des efforts faits pour développer un service public d'éducation plus cohérent, plus en phase avec les contraintes territoriales, avec une meilleure communication avec les élus territoriaux.

L'anticipation est difficile, mais nous voyons s'esquisser un projet éducatif plus cohérent, avec peut-être davantage de conscience de la nécessité de travailler ensemble, dans l'écoute et le respect du rôle spécifique de chacun des partenaires concernés.

L'effort en direction de la mise en place des RPI doit être continué et prolongé ; le travail d'explication auprès des élus, mais aussi des parents d'élèves doit s'inscrire dans la durée afin d'aboutir à des solutions meilleures pour les élèves, mais aussi pour les personnels qui les portent.

Cela exige une vision large, voire panoramique, des territoires, mais aussi de s'inscrire dans des choix plus stables, apportant de la sérénité aux enseignants et aux élus sous forme d'engagements pluriannuels pour ceux qui acceptent de s'engager dans une nouvelle vision de l'école du XXI ème siècle.

Les villes plus importantes doivent être accompagnées dans la rationalisation de la gestion de leurs écoles et les engagements mutuels doivent dépasser le stade du calcul, qu'il soit électoral ou économique.

Si la continuité du service public n'est pas assurée, chacun dans son rôle, l'état comme les territoires, les difficultés budgétaires que nous rencontrons depuis plus d'une décennie ne permettront pas de sauver les situations spécifiques de notre grand département, si divers et si clairsemé...

Il échoit donc à chacun d'assumer son rôle et ses responsabilités, afin que le « gagnant/gagnant » l'emporte sur les égoïsmes et les replis dans « l'entre-soi ».

Il est peut-être temps d'évoquer le troisième pilier de la devise républicaine, la « fraternité », déclinée à travers la nécessaire solidarité.

Nous emprunterons donc à Martin Luther King cette métaphore, certes excessive en l'occurrence, mais pas si éloignée de la réalité de nos territoires :

« Si nous n'apprenons pas à vivre ensemble comme des frères, nous mourrons tous ensemble comme des idiots. »

Les représentants de l'UNSA-Education,
Amandine MORELLO et William BRUN.